

Débats économiques

Cycle « L'économie marocaine face à la crise financière »

1. Les termes du débat (21 janvier 2009)

Compte rendu

Même s'il est vrai que les années 2000 s'étaient ouvertes sur l'éclatement de la bulle Internet , avec la crise financière 2007-2008, le monde affronte cette fois la première grande crise du 21^{ème} siècle.

C'est en partant de ce contexte économique mondial difficile que l'Association Marocaine de Sciences Economiques (AMSE) a organisé, dans le cadre d'un cycle, un débat sur « L'économie marocaine face à la crise financière : les termes du débat» entre Lahcen Daoudi et Mehdi Lahlou, professeurs d'économie, respectivement, à la faculté de Droit de Fès et à l'Institut National des Statistiques et de l'Economie Appliquée.

Selon les deux intervenants, la crise s'explique par le comportement irresponsable des banques. La maladie remonte aux événements dramatiques du 11 septembre. Sommairement l'économie américaine était alors menacée d'une forte récession. Les taux d'intérêt ont été alors rabaissés jusqu'à 1% pour encourager la demande. Les banques prêtaient à bras ouverts sans accorder une attention suffisante à la solvabilité des clients. Il s'en est suivi un boom immobilier sans précédent. Pour éviter les tensions inflationnistes, la FED a relevé les taux d'intérêt ; or il s'est trouvé que les prêts octroyés aux ménages étaient à taux variable. Il fallait rembourser des dettes de plus en plus onéreuses. Le nombre des insolubles n'a cessé d'augmenter de jour en jour. Les banques qui ont prêté avec largesse et/ ou les institutions qui ont acheté la dette des insolubles ont fini par procéder à des saisies de logement sans possibilités de revente. Les bilans s'affichent en négatif. Les bourses s'en ressentent ; c'est la descente aux enfers ! Cela ne concerne pas uniquement les USA, car toutes les grandes banques de ce monde ont des placements en Amérique. Les institutions européennes ont aussi subi de grosses pertes (Lahcen Daoudi).

Cette crise dont l'épicentre se trouve au cœur du système financier mondial (les banques américaines et européennes) s'est traduite par la faillite ou le rachat des plus grandes banques d'affaires de Wall Street (depuis le début de la crise les banques internationales ont perdu l'équivalent de 520 milliards de dollars). Elle a provoqué un Krach boursier équivalent à celui de 1929. Enfin, elle a provoqué des pertes financières énormes, nécessitant afin de sauver le système bancaire, l'intervention, aux Etats-Unis comme en Europe, de l'Etat.

Mais ce qui préoccupe le plus aujourd'hui les spécialistes de l'économie est le spectre d'une récession mondiale. Les conjoncturistes n'arrêtent pas de revoir à la baisse leurs prévisions pour 2009. Même le FMI, d'habitude optimiste, pronostique la plus importante récession de l'après guerre dans les pays développés.

Toutes ces prévisions pessimistes ne cessent de se confirmer : l'immobilier continue de chuter, la consommation est en déclin, l'investissement recule et le chômage repart à la hausse. La vague de défiance et le rationnement du crédit déclenché par la panique financière ont brutalement accéléré un ralentissement économique déjà bien engagé.

Cette crise, tout en s'inscrivant dans un contexte de mondialisation de l'économie va avoir des conséquences sur le reste du monde et particulièrement sur les pays en développement.

Selon les deux intervenants, notre pays ne sera pas épargné. La récession dans l'ensemble des pays européens va se traduire par une baisse de l'activité touristique, Une diminution des transferts financiers des travailleurs marocains à l'étranger, la baisse des investissements directs étrangers au Maroc, la chute de l'activité dans le secteur du textile, l'augmentation du chômage conduisant à une baisse de la demande intérieure. Enfin, le nombre des transactions risque de diminuer réduisant par là les recettes de l'Etat (TVA, Droits d'enregistrements...IS).

Tous ces aspects sont amplifiés par les caractéristiques de l'économie marocaine où la rente (le foncier, les monopoles de situation,etc) constitue un facteur aggravant de la crise.

Pour faire face à cette dernière, Mehdi Lahlou propose une analyse globale de la situation économique et politique au Maroc. Pour lui, la solution passe par la réforme constitutionnelle, la mise en place d'une économie productive qui détruit les conditions de la reproduction de la rente, la justice sociale et la réforme de l'école.

Quant à Lahcen Daoudi il met l'accent sur la relance de la demande intérieure par la baisse de l'impôt sur le revenu et de la TVA, accepter un déficit du budget de l'ordre de 5% pour lancer des chantiers nouveaux surtout dans les zones pauvres de fort exode rural et réformer le système bancaire.